

## JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

Imprimer

## MINISTERE DE LA JUSTICE

## ARRETE MINISTERIEL n° 10545 en date du 10 décembre 2008

ARRETE MINISTERIEL n° 10545 en date du 10 décembre 2008, portant création du comité de réflexion sur les violences faites aux femmes et aux enfants (CRVFE).

**Article premier** - Il est créé un comité chargé de déterminer les modalités et procédures aptes à assurer une répression adéquate de l'infraction de viol ci-après dénommé : Le Comité de Réflexion sur les Violences faites aux Femmes et aux Enfants (CRVFE).

**Art. 2.** - Le CRVFE présidé par le Directeur des Affaires criminelles et des Grâces est ainsi composé ;

- ▶ un représentant du Ministère de l'Intérieur ;
- ▶ un représentant du Ministère des Forces Armées ;
- ▶ un représentant du Ministère de la Santé et de la Prévention ;
- ▶ un représentant du Ministère de la Famille, de la Solidarité nationale de l'Entreprenariat féminin et de la Micro-Finance
- ▶ un représentant du Ministère de l'Education chargé de l'Enseignement préscolaire, de l'Elémentaire et du Moyen ;
- ▶ un représentant du réseau des parlementaires « Population et développement » ;
- ▶ un représentant de la Commission des lois de l'Assemblée nationale ;
- ▶ un représentant de la Commission des lois du Sénat ;
- ▶ un représentant de la Cour Suprême ;
- ▶ un magistrat désigné par le Premier Président de la Cour d'Appel de Dakar ;
- ▶ un magistrat désigné par le Premier Président de la Cour d'Appel de Kaolack ;
- ▶ un magistrat désigné par le Procureur Général près la Cour d'Appel de Dakar ;
- ▶ un magistrat désigné par le Procureur Général près la Cour d'Appel de Kaolack ;
- ▶ un Professeur de Droit de la Faculté des Sciences juridiques et politiques de l'Université Cheikh Anta Diop ;
- ▶ un représentant de la Direction des Affaires Civiles et du Sceau ;
- ▶ un représentant de la Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale ;
- ▶ un représentant du Centre de Formation Judiciaire ;
- ▶ deux Conseillers techniques du Ministère de la Justice ;
- ▶ un avocat désigné par le Bâtonnier ;
- ▶ un représentant de la RADDHO ;
- ▶ un représentant de l'Association des Femmes juristes ;
- ▶ un représentant du Réseau des Parlementaires pour la protection des enfants contre les violences et abus (PEVA) ;
- ▶ deux représentants des ONG désignés par le Ministre chargé de la Justice.

**Art. 3.** - Un délai d'un mois est imparti au comité de réflexion à compter de sa mise en place pour déposer ses conclusions auprès du Garde des Sceaux.

**Art. 4.** - Le secrétariat du groupe de travail est assuré par un Directeur Adjoint des Affaires Criminelles et des Grâces.

Le présent arrêté qui entre en vigueur dès sa signature sera publié au Journal officiel.

---

<http://www.jo.gouv.sn>